

Les chiffres

Septembre 2024

7

La junte a-t-elle repris les exécutions ? Le 24 septembre, les rumeurs persistantes depuis des jours faisaient état de l'exécution d'un couple et de celle à venir de 5 autres condamnés. Ces exécutions n'ont été ni formellement démenties ni confirmées par la junte : Une torture psychologique pour 123 condamnés à mort et détenus par la junte post coup et leurs familles.



193 430

La Blood Money Campaign a recensé et vérifié 269 attaques aériennes entre le 15 août et le 14 septembre. Elles ont notamment ciblé 7 écoles, 20 bâtiments religieux et 1 hôpital

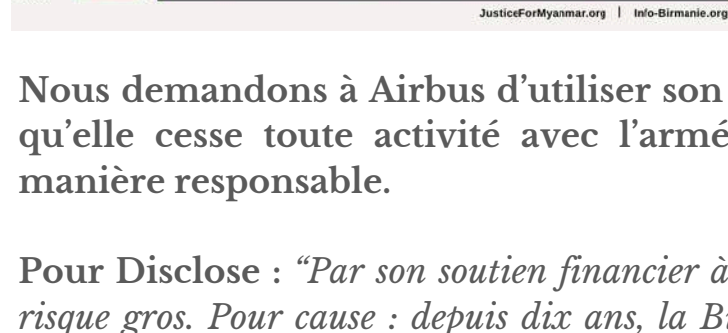
269



Brèves

#AIRBUSTED: AIRBUS IMPLIQUÉ DANS L'ARMEMENT DE LA JUNTE MILITAIRE

Le géant français de l'aérospatiale Airbus est un investisseur et un partenaire d'Aviation Industry Corporation of China-AVIC, un fournisseur clé d'avions de l'armée birmane, qui sont utilisés pour commettre des crimes de guerre. Airbusted, un rapport conjoint avec Justice For Myanmar -JFM, détaille les affaires d'AVIC avec l'armée birmane et les liens d'Airbus avec AVIC. Malgré le rôle évident d'AVIC dans l'armement de la junte birmane, Airbus a non seulement maintenu, mais augmenté ses investissements et sa collaboration avec les entreprises d'AVIC.



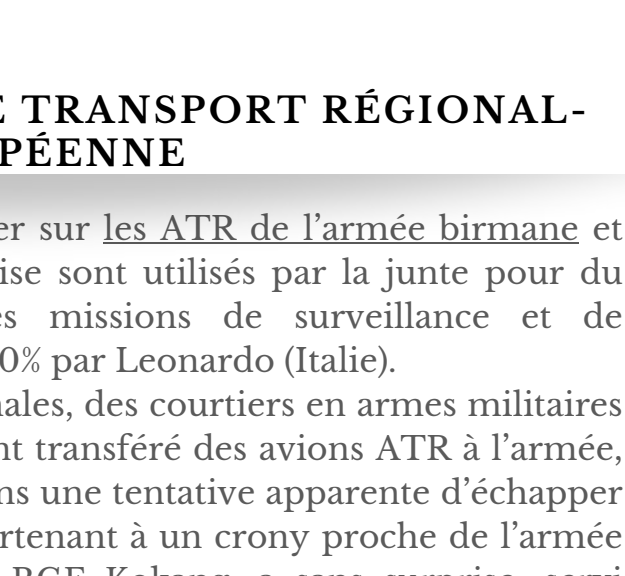
Nous demandons à Airbus d'utiliser son influence pour faire pression sur AVIC afin qu'elle cesse toute activité avec l'armée birmane, ou qu'Airbus se désengage de manière responsable.

Pour Disclose : "Par son soutien financier à un vendeur d'armes de la junte, le groupe Airbus risque gros. Pour cause : depuis dix ans, la Birmanie fait l'objet d'un embargo européen sur les armes. Cette restriction, renouvelée en 2018 par les États membres, précise qu'il est interdit pour une entité européenne de « fournir un financement ou une aide financière en rapport avec [...] un usage militaire en Birmanie ». Autrement dit, en possédant des actions d'AviChina, Airbus, dont un quart du capital est détenu par la France, l'Allemagne et l'Espagne, violerait l'embargo."

Alors que vient d'être confirmée la réception par la junte de six nouveaux avions de combat FTC-2000G par le groupe AVIC et que les attaques aériennes aveugles contre les civils continuent, Airbus et ses actionnaires dont l'Etat français, allemand et espagnol, ne doivent plus ignorer cette situation.

Partagez | Informez
Interpellez vos élu.e.s

Pour en savoir plus, lisez l'article de Disclose sur le sujet "Birmanie : Airbus impliqué dans l'armement de la junte militaire ainsi que notre rapport complet en français sur notre site internet.



#AIRBUSTED : LE CAS DES AVIONS DE TRANSPORT RÉGIONAL-ATR UNE AUTRE IMPLICATION EUROPÉENNE

Le 29 août, Justice For Myanmar a publié un dossier sur les ATR de l'armée birmane et leur maintenance. Ces avions de fabrication française sont utilisés par la junte pour du transport d'armes et de troupes ainsi que des missions de surveillance et de reconnaissance. ATR est détenu à 50% par Airbus et 50% par Leonardo (Italie).

L'enquête de JFM révèle que des sociétés internationales, des courtiers en armes militaires privés et des compagnies aériennes commerciales ont transféré des avions ATR à l'armée, en dissimulant dans certains cas l'utilisateur final, dans une tentative apparente d'échapper aux sanctions. Air KBZ, détenu par le 24 hour -appartenant à un crony proche de l'armée birmane au point de négocier pour elle avec les BGF Kokang, a sans surprise, servi d'intermédiaire. Le 24 hour group qui détient aussi Myanmar Airways International, a donc servi de façade pour contourner les sanctions européennes pour le moment en toute impunité.

Pire selon le communiqué "Des entreprises établies dans l'Union Européenne - notamment ATR et Sabena Technics en France et Axis Flight Simulation Systems en Autriche - ont permis la poursuite des opérations de vol des avions ATR de l'armée en assurant la réparation des principaux composants, en fournissant des pièces de rechange et des éléments clés, et en permettant la formation des pilotes de l'armée de l'air birmane au pilotage d'avions ATR". Ces deux affaires questionnent les termes et l'application des mesures restrictives européennes sur la Birmanie en vigueur et renforcées en 2018.

Pour en savoir plus, lisez le communiqué de Justice for Myanmar traduit en français et son rapport complet en anglais.

BIRMANIS EN THAÏLANDE: QUAND L'ADMINISTRATION DEVIENT UN DANGER

Le ministère du travail thaïlandais a annoncé avoir arrêté plus de 80 000 travailleurs birmanis sans papiers dans les 36 premiers jours d'un plan de 120 jours. Ce plan s'inscrit dans un contexte de stagnation de l'économie, frôlant la crise avec notamment de nombreuses fermetures d'usines, et d'instabilité politique. Les travailleurs arrêtés risquent une amende, une interdiction de travailler en Thaïlande durant 2 ans mais surtout d'être renvoyés en Birmanie malgré la guerre et la conscription forcée. Pour rappel, la Thaïlande ne reconnaît pas le droit d'asile ni le statut de réfugié.

En parallèle, dès le 7 juillet, le ministère du travail a fermé l'ensemble des centres de "certificat d'identité - CI", qui permettaient aux Birmanis sans papiers ou dans l'incapacité de le renouveler, d'obtenir un statut légal ; suite à une demande de la junte. «Le problème, c'est que lorsque les documents expirent, les personnes qui se trouvent en Thaïlande, qui ne veulent pas rentrer et qui ne veulent pas que le gouvernement sache où elles se trouvent, sont celles qui vont avoir des problèmes. Le CI est en quelque sorte le point de départ pour réintégrer le système», selon le directeur du programme d'aide aux migrants en Thaïlande. Sans ce système, les Birmanis en Thaïlande se retrouvent forcés de se tourner vers l'administration de la junte et de fournir de nombreuses informations personnelles (identité, lieu de résidence, adresse des membres de la famille en Birmanie..) pour obtenir ou maintenir un statut légal en Thaïlande. Ces informations sont des outils de pression au service de l'armée birmane, mais aussi une source de revenus conséquents du fait du système de double taxation des travailleurs birmanis à l'étranger et du prix des démarches administratives.

Le ministre du travail du NUG a "appelé le gouvernement thaïlandais, le parlement et les organisations concernées par le travail et les droits humains à empêcher la junte militaire birmane d'opprimer les ressortissants du Myanmar en Thaïlande", notamment en émettant des "pink cards", cartes d'identité des non-thaïlandais, pour les travailleurs sans papiers d'identification. Officiellement plus de 2 millions de Birmanis travaillent légalement en Thaïlande et 90 000 vivent dans les camps légaux pré-coup. Les autorités thaï y ont ordonné une vérification de l'identité de tous les réfugiés avec les listes officielles. Un nombre inconnu de Birmanis a fui la guerre, la conscription militaire ainsi que la crise économique et alimentaire. Considérés ni comme réfugiés, ni comme migrants économiques, sans documents ils sont exposés à des conditions de travail abusives. Aux côtés des autres membres de la diaspora, ils représentent pourtant une source de revenu capitale pour la survie de nombreuses familles en Birmanie et un soutien financier indispensable aux forces anti-junte.

YAGI, LA CATASTROPHE NATURELLE QUI S'AJOUTE À LA CRISE HUMANITAIRE

Avant le désastreux passage du typhon Yagi, les Nations Unies estimaient qu'un tiers de la population birmane avait besoin d'aide humanitaire. Aujourd'hui alors que les chiffres officiels peinent à sortir de la chape de plomb que la junte a imposée, 1 million de personnes auraient été affectés par le typhon. Les images d'inondations colossales et de glissements de terrain font craindre le pire, le bilan officiel est lui de 419 morts.

La junte s'en tient à ses habitudes et semble voir une opportunité de plus d'écraser la rébellion dans la catastrophe. Malgré son appel officiel à l'aide internationale, les témoignages se multiplient sur le blocage et l'utilisation de l'aide par l'armée, un comportement tristement habituel. La distribution au sol est empêchée, mais aussi l'aide financière envoyée par la diaspora via l'application de paiement mobile KPay ; les comptes recevant de l'argent avec l'annotation "pour les inondations" ayant été suspendus.

Comme nous le rappelions dans une interview avec le journal Le Monde sur le sujet:

« Ces dévastations ne doivent pas faire oublier que la crise humanitaire s'est installée - et perdure - en Birmanie du fait de la junte militaire. Des centaines de milliers de vies dépendent désormais de la capacité de la communauté internationale à réorienter son approche humanitaire, par le biais de l'aide transfrontalière et la société civile birmane ».



La société civile birmane plaide depuis des années pour une aide humanitaire, hors des circuits de la junte. L'urgence est pourtant là et s'installe sur le long terme. A la guerre en cours viennent désormais s'ajouter le froid et le bétail décimés par les inondations, faisant craindre l'aggravation et l'installation d'une crise alimentaire de masse.

LA DIVISION POUR AMBITION: LA JUNTE À LA MANOEUVRE

Malgré les tensions, les groupes anti-junte s'accordent toujours sur leur objectif commun, au grand dam de l'armée : faire tomber le cartel militaire. Au cœur des manœuvres politiques de la junte se trouve l'organisation d'élections fantoches sur la partie du territoire qu'elle contrôle encore. Si ces "élections" ne devraient pas permettre à la junte de gagner en crédibilité (changement des lois électorales, interdictions de faire politique publique) et légitimité (la Chine, la Russie et l'Inde sont les seuls pays à avoir apporté leur soutien public au processus), elles pourraient bien se révéler être un outil stratégique à son service.

50 partis politiques se sont enregistrés et la junte a appelé les « les organisations ethniques armées et les terroristes des forces de défense du peuple qui luttent contre l'Etat » à « contacter l'Etat pour résoudre les problèmes par le biais de la politique des partis ou des processus électoraux ». Pour le moment aucun groupe anti-junte n'a cédé à la grotesque démarche mais le soutien chinois aux "élections" pourrait pousser certains à reconsidérer l'offre empoisonnée.

Le "processus électoral" est aussi une source d'inquiétude et de tension pour la population civile et une mine d'informations pour la junte. Cette dernière a commencé un recensement, alibi parfait pour rentrer dans les maisons des habitants des zones sous contrôle et interroger chacun d'entre eux. Le questionnaire de recensement contient 68 questions ; certaines d'entre elles sont sur le travail et les changements d'employeurs permettant de traquer les CDMers et grévistes, d'autres cibles les personnes de la "liste de recensement" qui ne sont pas présentes : où vivent-elles ? Les membres de la résistance ? Les revenus de la diaspora sont aussi traqués avec sept questions qui portent sur l'immigration étrangère et six autres qui prennent en compte les biens de toute valeur se trouvant dans le logement". La junte cherche depuis longtemps à contrôler le flux monétaire envoyé par la diaspora et taxer les revenus des birmanis hors du pays. Ces renseignements intéressent la junte, au point qu'elle refuse de déplacer le recensement, malgré les inondations catastrophiques.

Le NUG a appelé au boycott du recensement et des groupes armés à cibler les recenseurs, bien que nombre d'entre eux seraient victimes de la conscription forcée. Quelles options ont les personnes en zone contrôlée par la junte ? Refuser le recensement ou donner de fausses informations les mène sûrement en prison mais accepter le recensement et le marquage public de son domicile par la junte (sur façade/porte et résistant aux intempéries) risque de faire d'eux des cibles potentielles de la résistance. La division pour stratégie donc, tant pour la population civile que pour les groupes anti-junte.

Documentaire

DANS LES CAMPS DU BANGLADESH, LE FLOT DES RÉFUGIÉS DE BIRMANIE NE TARIT PAS

France 24, 3 min

Podcast

BIRMANIE: UN RAPPORT DÉNONÇANT DES TORTURES COMMISES PAR LA JUNTE AU POUVOIR SUR DES DÉTENUS

Comprendre le monde, France Info, 3 min

BIRMANIE : LE TYPHON YAGI AGGRAVE LA MISÈRE DES HABITANTS, DANS UN PAYS EN PROIE À LA GUERRE CIVILE

La Revue de presse internationale, France Culture, 5 min

BANGLADESH: COMMENT LES RÉFUGIÉS ROHINGYAS LUTTENT AU QUOTIDIEN POUR L'EXISTENCE [REDIFFUSION]

Témoins d'actu, RFI, 18 min

EN BIRMANIE, REQUIEM POUR UN RAPPEUR FAUCHÉ PAR LA JUNTE

La BO du monde, France Inter, 5 min

Publication



BIRMANIE, LA LUTTE CONTRE L'OUBLI

Vu d'ailleurs, n°330 - septembre 2024, Echos du monde



EN TERRES REBELLES

N°455 - Octobre 2024, La chronique des droits humains



POUVOIR ET MÉDIATISATION. RITUELS DE RÉSISTANCE ET GUERRE PSYCHOLOGIQUE EN CONTEXTE BIRMAN DE RÉVOLUTION

N°19, Note de l'IRASEC

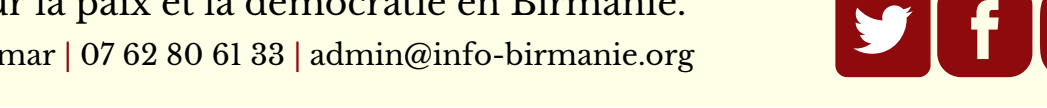
Soutenir Info Birmanie

Boutique Solidaire Info Birmanie / Lino Gravure

Portez fièrement votre sac, aux motifs inspirés des longyi birmanis et son carnet. Une autre façon de soutenir l'action d'Info Birmanie et d'informer sur le combat du peuple birman pour la liberté.

Sans votre appui, nous ne pourrions pas agir.

Commande possible directement via Hello Asso, avec livraison en France.



Agissons pour la paix et la démocratie en Birmanie.

#AvecToiMyanmar | 07 62 80 61 33 | admin@info-birmanie.org

